



Michèle DUARD

Commissaire aux Comptes

Inscrite sur la liste nationale des commissaires aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale Dauphiné - Savoie

« AGEA CHAMBERY »

Association Loi 1901

2 Rue Burdin

73025 CHAMBERY

Exercice clos le 31 août 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

124 Route des Molasses – 74540 ALBY SUR CHERAN

SIRET 404 102 543 00034 Code NAF 6920Z

SOMMAIRE

- 1- Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
- 2- Etats financiers
- 3- Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 août 2024

Messieurs, Mesdames,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'AGEA CHAMBERY relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9, du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les éléments suivants :

L'information relative aux concours publics est donnée à la page 33 de l'annexe.

Dans le cadre de ma mission, j'ai pu valider les procédures d'attribution des forfaits d'externat, du suivi, des réajustements et du paiement desdits forfaits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de ma démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et donc ont contribué à la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres de l'assemblée générale

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

The first of the two papers in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The second paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The third paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The fourth paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The fifth paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The sixth paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The seventh paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The eighth paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The ninth paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The tenth paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The eleventh paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

The twelfth paper in this section is by J. H. Conway and N. G. Lloyd. They consider the problem of finding a set of points in the plane such that the distance between any two points is a rational number. They show that such a set exists and is infinite.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

in a few days, and the Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

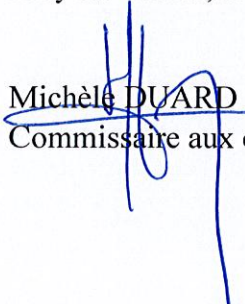
The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same. The Government has been informed of the same.

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Alby sur Chéran, le 27 janvier 2024

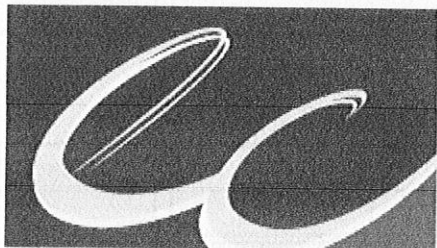

Michèle DUARD
Commissaire aux comptes

It appears to me that the only way to get a better understanding of the situation is to go to the source and see for ourselves. I am sure that the people who are in the best position to give us the information we need are the people who are in the best position to give us the information we need.

I am sure that the people who are in the best position to give us the information we need are the people who are in the best position to give us the information we need. I am sure that the people who are in the best position to give us the information we need are the people who are in the best position to give us the information we need.

I am sure that the people who are in the best position to give us the information we need are the people who are in the best position to give us the information we need. I am sure that the people who are in the best position to give us the information we need are the people who are in the best position to give us the information we need.

ETATS FINANCIERS



AGEA CHAMBERY

2 rue BURDIN

73025 CHAMBERY

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024

ROMAIN EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

166/168 Boulevard de la Croix Rousse

69001 LYON

Tél : 04 72 98 05 50 - Fax : 04 72 98 05 51

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	80 933	59 037	21 896	8 006
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	14 699 259	9 578 128	5 121 131	5 647 564
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	2 398 216	2 228 853	169 363	234 330
	Autres immobilisations corporelles	1 209 368	1 044 008	165 360	191 966
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	20 582		20 582	39 240
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	584		584	556	
Prêts					
Autres immobilisations financières	2 000		2 000	2 000	
TOTAL (I)		18 410 942	12 910 026	5 500 916	6 123 663
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	79 053	65 996	13 058	30 464
	Autres créances	611 502		611 502	234 146
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	2 006 365		2 006 365	
	DISPONIBILITES	1 441 414		1 441 414	3 638 110
	Charges constatées d'avance	97 198		97 198	77 164
TOTAL (II)		4 235 532	65 996	4 169 536	3 979 885
Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (I à VI)		22 646 474	12 976 022	9 670 452	10 103 548
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				2 000	2 000
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

		31/08/2024	31/08/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	140 452	140 452
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	4 758 749	4 758 749
	Report à nouveau	2 081 125	2 653 229
	Résultat de l'exercice	65 145	(572 104)
	Total des fonds propres	7 045 471	6 980 326
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 157 339	1 310 782
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	1 157 339	1 310 782
	Total des fonds associatifs	8 202 810	8 291 107
Provisions	Provisions pour risques	52 487	48 722
	Provisions pour charges	108 307	82 733
	Total des provisions	160 794	131 455
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	623 571	855 418
	Emprunts et dettes financières divers	88 960	78 238
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	145 015	111 781
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 766	153 351
	Dettes fiscales et sociales	108 852	134 162
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		62 343
	Autres dettes	164 800	187 380
	Produits constatés d'avance	51 885	98 312
	Total des dettes	1 306 847	1 680 985
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	9 670 452	10 103 548
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	65 145,17	(572 103,93)
	(1) Dont à moins d'un an	758 120	945 633
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	79 776	76 557
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	6 133	8 048
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 252 858	2 189 703
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 322 805	2 215 209
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	1 490	392
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	46 469	107 515
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	990	330
	Total des produits d'exploitation	4 710 522	4 597 755
	Achats de marchandises	9 578	13 822
	Variation de stock		2 568
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 275 192	2 320 212
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	167 737	164 601
	Salaires et traitements	1 079 644	1 033 842
	Charges sociales	466 044	451 506
	Dotation aux amortissements et dépréciations	804 873	841 655
	Dotation aux provisions	29 339	13 256
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	7 275	2 223
	Total des charges d'exploitation	4 839 682	4 843 683
RESULTAT D'EXPLOITATION		(129 160)	(245 928)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(129 160)	(245 928)
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	55 795	19 171
	Total des produits financiers	55 795	19 171
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	8 337	11 780
	Total des charges financières	8 337	11 780
RESULTAT FINANCIER		47 458	7 390
RESULTAT COURANT avant impôts		(81 702)	(238 538)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4 649 159 108	16 382 190 488 825 025
	Total des produits exceptionnels	163 758	1 031 896
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 019	3 106 1 361 646
	Total des charges exceptionnelles	9 019	1 364 752
RESULTAT EXCEPTIONNEL		154 739	(332 856)
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		7 892	710
TOTAL DES PRODUITS		4 930 075	5 648 821
TOTAL DES CHARGES		4 864 930	6 220 925
EXCEDENT ou DEFICIT		65 145	(572 104)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Compte de l'État

Année	Mois	Somme
1900	Janvier	100 000 000
1900	Février	100 000 000
1900	Mars	100 000 000
1900	Avril	100 000 000
1900	Mai	100 000 000
1900	Juin	100 000 000
1900	Juillet	100 000 000
1900	Août	100 000 000
1900	Septembre	100 000 000
1900	Octobre	100 000 000
1900	Novembre	100 000 000
1900	Décembre	100 000 000
1900	Total	1 200 000 000
1901	Janvier	100 000 000
1901	Février	100 000 000
1901	Mars	100 000 000
1901	Avril	100 000 000
1901	Mai	100 000 000
1901	Juin	100 000 000
1901	Juillet	100 000 000
1901	Août	100 000 000
1901	Septembre	100 000 000
1901	Octobre	100 000 000
1901	Novembre	100 000 000
1901	Décembre	100 000 000
1901	Total	1 200 000 000
1902	Janvier	100 000 000
1902	Février	100 000 000
1902	Mars	100 000 000
1902	Avril	100 000 000
1902	Mai	100 000 000
1902	Juin	100 000 000
1902	Juillet	100 000 000
1902	Août	100 000 000
1902	Septembre	100 000 000
1902	Octobre	100 000 000
1902	Novembre	100 000 000
1902	Décembre	100 000 000
1902	Total	1 200 000 000

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **9 670 452 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 4 930 075 euros** et un total **charges de 4 864 930 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 65 145 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/09/2023** et finit le **31/08/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Ces comptes annuels ont été établis par les dirigeants de l'Association. Ils ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC no 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par le règlement ANC no 2020-08 du 4 décembre 2020.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'application du Nouveau plan comptable constitue un changement de méthode comptable.

- *Nom et adresse de l'Ogec : AGEA CHAMBERY: Lycée St Ambroise - 2 rue BURDIN 73025 CHAMBERY.*
- *Description de l'objet social: Etablissement d'enseignement privé catholique sous contrat avec l'Etat*
- *Description de la nature et du périmètre des activités réalisées: Enseignement général et Technologique et supérieur Lycée Sant-Ambroise , Lycée Professionnel Sainte-Geneviève*
- *Objet social : L'association a pour objet de promouvoir le projet Apostolique et Educatif de l'Assomption et ce, en assumant juridique la gestion d'établissements sous la Tutelle Canonique des Religieuses de l'Assomption, qui en garantit le caractère propre... Conformément aux orientations de l'Autorité de tutelle, elle pourra se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.*

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Nature et périmètre des activités réalisées :

Activités pédagogiques	Activités annexes
Lycée général et technologique SOUS CONTRAT Enseignement supérieur Lycée Saint Ambroise - 2 rue Burdin 73025 CHAMBERY CEDEX Lycée Sainte Geneviève - 2 bld du théâtre 73000 CHAMBERY (Lycée professionnel) UFA-CFA Centre de formation des apprentis HORS CONTRAT	Restauration scolaire Externes et demi-pensionnaires Internes externalisés (BOCAGE)

Moyens mis en oeuvre :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : effectif - 129 enseignants
- Personnel salarié AGEA : ETP 27.62
- Personnel bénévole : RAS

Nom du propriétaire Propriétaire Lycée St AMBROISE:

: **ASSOCIATION IMMOBILIERE ASSOMPTION**
8 rue de l'Amiral d'Estaing 75116 PARIS

Nom du propriétaire Propriétaire Lycée Sainte GENEVIEVE:

: **ASSOCIATION SULPICE THERME**
2 Place Cardinal Gabriel Marie Garrone - 73000

CHAMBERY

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Compte tenu de la nature de ses immobilisations, l'Association n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.

L'Association ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de la durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.

La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : 1 à 5 ans
- Constructions : 10 à 30 ans
- Agencement des constructions : 8 à 20 ans
- Installations techniques, matériel & outillage industriel : 3 à 10 ans
- Installations générales, agencements : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ENGAGEMENT PRIS EN MATIERE DE RETRAITE

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite s'élève à 108.307 Euro.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Caution de la part de la region AURA pour le prêt n°8909213 de 170 000 € pour le lycée Sainte Geneviève.

FAIT MARQUANT

Un changement de méthode a été opéré avec la constatation d'une provision à 100 % sur les familles parties au 31.08.2024. Sur les dossiers antérieurs gérés en contentieux, l'intégralité des créances a été provisionnée à hauteur de 100 %.
Sur l'exercice suivant, ces comptes douteux seront annulés..

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Origine de St Ambroise:

Elle remonte à 1876. Elle est l'oeuvre de Monseigneur BIRAGHI, Evêque Italien qui, avec l'aide de Soeur Marianna Sala et Mère Videmari, membres de la Congrégation Italienne des Marcellines, a souhaité créer un lieu d'apprentissage pour les jeunes filles Italiennes puis ensuite étendu aux jeunes filles françaises.

En 1968, les soeurs signent un premier contrat d'association avec l'Etat pour l'enseignement général suivra ensuite, en 1974 celui pour l'enseignement technologique.

En 1980, la direction devient laïque.

En 2005, Les Soeurs Marcellines délèguent leur tutelle aux Soeurs de l'Assomption.

Dernière étape, en 2019, les Soeurs Marcellines vendent l'ensemble de la propriété aux soeurs de l'Assomption.

En 2022, Fusion du lycée Sainte-Geneviève et du lycée Saint-Ambroise, La comptabilité des deux établissements a été globalisée.

Les Statuts de Association de Gestion:

Son objet est de promouvoir le Projet Apostolique et Educatif de l'Assomption en assumant juridiquement la gestion d'établissement sous tutelle canonique des Religieuses de l'Assomption, qui en garantie le caractère propre.

Elle pourra se livrer à toute activité de gestion se reportant directement ou indirectement à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	54 702		26 231			80 933
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	54 702		26 231			80 933
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui	159 107					159 107
	instal. agencet aménagement	14 457 535		82 617			14 540 152
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 363 731		34 484			2 398 216
	Instal., agencement, aménagement divers	1 072 452		8 814			1 081 266
	Matériel de transport	9 456					9 456
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	112 603		6 043			118 646
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	39 240		20 960		39 618	20 582
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 214 125		152 918		39 618	18 327 425
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	556		28			584
	Prêts et autres immobilisations financières	2 000					2 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 556		28			2 584
TOTAL		18 271 382		179 177		39 618	18 410 942

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	46 696	12 341		59 037
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 696	12 341		59 037
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	495	5 220		5 715
	sur sol d'autrui	140 241	2 602		142 844
	instal. agencement aménagement	8 828 341	601 228		9 429 569
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 129 401	99 452		2 228 853
	Autres instal., agencement, aménagement divers	919 268	32 740		952 009
	Matériel de transport	9 019	437		9 456
	Matériel de bureau, mobilier	74 257	8 286		82 544
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 101 024	749 966		12 850 989
TOTAL		12 147 719	762 307		12 910 026

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	82 733	25 574		108 307
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	48 722	3 765		52 487
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	131 455	29 339		160 794
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	41 513	75 154	50 670	65 996
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	41 513	75 154	50 670	65 996
TOTAL GENERAL		172 968	104 493	50 670	226 790
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			71 905	18 082	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/08/2024

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES				
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 000	2 000	
	Clients douteux ou litigieux	65 996	65 996	
	Autres créances clients	13 058	13 058	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	611 502	611 502	
	Charges constatées d'avance	97 198	97 198	
	TOTAL DES CREANCES	789 753	789 753	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/08/2024

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES				
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	623 571	220 218	403 353
	Emprunts et dettes financières divers	21 508	21 508	
	Fournisseurs et comptes rattachés	123 766	123 766	
	Personnel et comptes rattachés	19 554	19 554	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	63 157	63 157	
	Impôts sur les bénéfices	5 181	5 181	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	20 960	20 960	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Groupe et associés	67 092	67 092	
	Autres dettes	164 800	164 800	
	Dette représentative de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance	51 885	51 885	
	TOTAL DES DETTES	1 161 473	758 120	403 353
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	12 208		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	233 246		
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)			

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			97 198
ACTIVITES EXTERIEURES		7 288	
FOURNITURES SCOLAIRES + CDI		21 185	
ENTRETIEN REPARATIONS MAINTENANCE		16 116	
LOCATION MATERIEL		2 548	
HONORAIRES		11 168	
ASSURANCES RC + BIENS		30 736	
ANNONCES ET INSERTIONS		1 388	
COTISATIONS		508	
TAXES		6 260	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			97 198

[illegible]

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	40 452			40 452
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	100 000			100 000
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	4 758 749			4 758 749
Report à nouveau	2 653 229	(572 104)		2 081 125
Résultat de l'exercice	(572 104)	65 145	(572 104)	65 145
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 310 782		153 442	1 157 339
Provisions réglementées				
TOTAL	8 291 107	(506 959)	(418 662)	8 202 810

Variation des Subventions d'Investissement

Etat exprimé en euros	Subventions à la clôture 31/08/2023	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/08/2024
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	2 515 727	5 666	53 294	2 468 099
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	2 515 727	5 666	53 294	2 468 099
Quotes-parts virées au compte de résultat	1 204 946	160 846	55 032	1 310 759

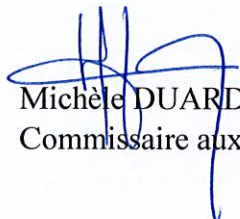
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je dois vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont j'ai été avisée. Il n'entre pas dans ma mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention visée à l'article L612-5 du Code de commerce (conformément à l'ancienne norme 5-103)

Fait à Alby sur Chéran, le 27 janvier 2024


Michèle DUARD
Commissaire aux Comptes

